

3 juin 2025

Lof Mapuche Pillañ Mawiza, Corcovado, Chubut - Argentine

Au gouverneur de la province de Chubut, Ignacio Torres

S/D

En copie à : ONU Femmes, Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), Rapporteur spécial sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, et toutes les organisations internationales et régionales engagées en faveur des droits des peuples autochtones et des femmes.

« CONTRE TOUTES LES DICTATURES »

MOIRA MILLÁN

Aujourd'hui, 3 juin, jour où l'Argentine commémore la grande marche des femmes de 2015, exigeant la fin de toutes les formes de violence à notre rencontre, scandant dans les rues « Pas une de moins », j'écris cette lettre pour exprimer mon rejet et mon indignation face à vos pratiques terroristes. Depuis votre accession au poste de gouverneur et celle de Javier Milei à la présidence, la haine raciste, sexiste, à l'âge et autres formes de haine sont devenues une politique d'État. Une politique belliciste qui privilégie l'achat d'équipements et d'armes à Israël et la formation d'unités répressives contre les peuples autochtones. Cet argent, qui devrait être consacré à la santé, à l'éducation, à l'alimentation, etc., est dépensé en balles contre le peuple mapuche et, en particulier, contre les femmes. Comme toute dictature, elle a été instaurée sans prévenir, accédant au pouvoir par la tromperie. Une fois en place, tout est mis en scène pour justifier la répression, l'emprisonnement et la persécution politique.

Quand le fleuve résonne, il charrie des balles. Après l'expulsion injuste et violente du Lof Pailako le 9 janvier 2025, au cours de laquelle vous avez joué un rôle important dans la justification et la médiation de la violence raciste du gouvernement national, cela a entraîné la destruction de foyers, l'abandon d'enfants et de jeunes familles qui avaient exercé leur droit à vivre en harmonie avec la terre et à renforcer leur identité mapuche, réparant ainsi, avec leur lignée, la douleur du génocide et de la dépossession territoriale continue.

Cela ne vous a pas semblé suffisant, et vous êtes allés plus loin, brûlant les terres où ces familles s'étaient installées. C'est ce que j'appelle Terricide, cette façon dont vous, les mercenaires du système, voulez éliminer toute forme de vie. Enhardis par ces actes terroristes, vos complices sont allés plus loin. Le 11 février, le système judiciaire, manipulable et soumis au pouvoir économique et politique, a mené douze raids simultanés, tous dans la cordillère de Chubut. Ils ont violemment battu et maltraité des personnes âgées, des enfants et, en particulier, des femmes, et ont même arrêté une membre de ma Lof (Fédération nationale des femmes).

Lors de cette opération criminelle, ils sont allés jusqu'à prélever l'ADN de plus de 70 personnes touchées par les rafles ! Je suis parmi elles. Comme aux heures sombres de la dernière dictature militaire, ils ont confisqué mes livres, mes carnets personnels que j'utilise pour écrire, mon ordinateur, etc., et ont emporté mon dernier roman, sur lequel je travaillais. Les policiers qui ont perquisitionné ont profité de l'occasion pour nous dévaliser grossièrement et ignoblement. J'ai été profondément blessée par la saisie des œuvres de ma fille Llanka, qui devaient être exposées en France dans le cadre d'une exposition sur Terricidio et Buen Vivir. Ma fille travaillait depuis longtemps sur ce projet artistique, et nous ignorons où se trouvent ses œuvres ni dans quel état. J'y ai beaucoup réfléchi : si ma fille portait un nom de famille gallois, au lieu de la dépeindre comme une criminelle, une terroriste, vous afficheriez fièrement qu'une jeune femme du Chubut arrive à Paris avec son travail. Mais, au contraire, tout ce que nous faisons en tant que femmes mapuches sera ignoré, omis, méprisé ou criminalisé.

La conférence de presse que vous avez tenue ces jours-là était un spectacle de cirque, misogyne et raciste, chargé de diffamation et de mensonges, affichant les noms et les visages de celles que vous considériez comme des terroristes – oh, coïncidence, toutes des femmes. Toutes les femmes que vous avez mentionnées sont gardiennes de la vie, des territoires, de la culture de notre peuple, et la Lof Pillañ Mawiza en particulier a un lien sacré avec la rivière Carrenleufu, également appelée Corcovado, que vous avez l'intention de détruire avec un aqueduc pour apporter de l'eau aux compagnies pétrolières. Pensez-vous qu'en faisant taire notre voix vous ferez taire celle du fleuve ? Vous vous trompez. Ce fleuve saura réveiller le sommeil du peuple. Ce fleuve est indomptable, rebelle. Ca sera le fleuve qui guidera notre chemin vers la défense de la vie.

Vous cachez à tous les habitants de Chubut la portée de l'accord avec l'entreprise israélienne Mekorot. Cette entreprise sioniste, qui prive d'eau les Palestiniens et finance le génocide au Moyen-Orient, a été convoquée par le gouvernement Milei, lui offrant l'avantage de privatiser l'eau en Patagonie. Vous sous-estimez les habitants de Chubut ; vous nous prenez pour naïfs et manipulables. Nous ne vous croyons pas lorsque vous dites que cette entreprise ne vient que pour conseiller, alors que nous savons tous qu'une entreprise milliardaire, participant nécessaire d'un génocide, ne parcourt pas le monde que pour de simples conseils. L'offre doit être bien plus alléchante pour que son ancrage ici réponde à vos attentes. Le raid du 11 février sur le Lof Pillañ Mawiza a une seule motivation : l'appropriation de la rivière Carrenleufu et sa privatisation. Vos propos diffamatoires, nous qualifiant de terroristes, répondent à votre stratégie cruelle visant à délégitimer la voix d'un peuple qui vit sur ce territoire depuis 14 000 ans et qui adhère au principe du respect de la vie. Vous, partisan du racisme comme idéologie, niez les droits des autochtones et prônez la défense de la propriété privée. Vous devez respecter les lois de votre État, notamment la loi d'usurpation, qui établit le droit à la propriété par une occupation continue, publique, pacifique et ininterrompue pendant au moins 20 ans, alors que nous sommes ici depuis 25 ans.

Pour finir, cette lettre a été rédigée car, ces dernières semaines, plusieurs femmes solidaires de mon cheminement de défense des droits humains ont été interrogées par les forces fédérales afin de déterminer leurs liens avec moi. Ces femmes n'ont été ni intimidées ni effrayées. Cependant, je tiens à vous faire savoir que nous mettrons un terme à cette hostilité misogyne avec laquelle vous me persécutez. Je vous informe que si mes amis, ma famille, mon entourage et moi-même nous sommes victimes de persécutions, de disparitions ou de toute autre forme de violence, vous en êtes responsables. J'ai dénoncé les menaces de mort que je reçois depuis l'arrivée au pouvoir de votre gouvernement et de celui de Milei. Je n'ai aucun doute sur leur origine. S'ils me tuent ou me font disparaître, vos mains seront tachées du sang d'une femme qui n'a fait que défendre toutes les vies. Les médias complices vous réduiront certainement au silence, mais le monde le saura et pourra diffuser cette vérité. En fin de compte, ce que vous appelez liberté est tout simplement de la pure méchanceté. La liberté est le plein épanouissement de notre être dans la conscience, le respect et la réciprocité avec tous les autres êtres pour maintenir le cycle de la vie. Tel est l'héritage de ma nation mapuche, que vous accusez de terrorisme.

Depuis Puelwillimapu, marici weu ! 3 juin 2025, Lof Pillañ Mawiza, Corcovado, Chubut